

Concours : 2e concours

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



CAS PRATIQUE

À l'égard des faits relatés, il convient de répondre dans l'ordre aux questions posées, en envisageant successivement les investigations (I), les qualifications pénales susceptibles d'être retenues (II) et les modalités des poursuites (III).

I L'ENQUÊTE JUDICIAIRE

À la suite d'un signalement opéré par le directeur d'une école élémentaire, une enquête est ouverte sur des faits relatifs à des soupçons de violences commises sur des mineurs.

Il nous appartient dans un premier temps d'identifier le cadre juridique des investigations.

En l'absence de toute mention relative à l'ouverture d'une information judiciaire par réquisitoire introductif, en vertu de l'article 80 du Code de procédure pénale (CPP), le cadre des investigations est nécessairement celui de l'enquête de police.

Il convient dès lors de distinguer l'enquête préliminaire de l'enquête de flagrance, l'enquête étant préliminaire par défaut si les conditions de la flagrance ne sont pas remplies.

L'ouverture d'une enquête de flagrance nécessite la réunion de 3 critères :

- un critère de gravité, en vertu de l'article 67 CPP, les faits doivent être susceptibles d'être revêtus d'une qualification délictuelle et sanctionnés d'une peine d'emprisonnement ;
- un critère de matérialité, sur le fondement de l'arrêt Lehot (1953), qui empêche de relever des indices apparents d'un comportement délictueux ;

N°

1/16

- un critère de proximité temporelle enfin, 53 CPP ne visent que l'infraction qui se commet ou qui vient de se commettre.

En l'espèce, il n'apparaît pas que les investigations entreprises répondent à cette triple exigence.

Le critère de ^{proximité} semble certes être rempli, dans la mesure où les trois mineurs portent des marques corporelles qui laissent envisager aux enquêteurs la commission sur eux de violences.

Le critère de matérialité semble aussi rempli. En effet, le parquet est informé de ces faits par un signalement effectué par le directeur de l'école ; or les dénonciations faites par un tuteur dévoué sont susceptibles d'entraîner l'ouverture d'une enquête en flagrance.

On notera à ce propos que le directeur agit ici en vertu de l'obligation qui lui est faite par le CPP, en tant que fonctionnaire ayant eu connaissance d'un délit dans l'exercice de ses fonctions, d'effectuer un signalement au procureur de la République et de lui transmettre les informations dont il dispose.

On relève toutefois que les traces relevées sur le corps des enfants ne sont pas suffisantes, si ce stade et avant toute expertise, pour attester la réalité de l'infraction commise.

Surtout, le critère de proximité temporelle fait ici défaut. Il ressort en effet de l'énoncé que les mineurs présentent "régulièrement" des traces suspectes, sans qu'il soit précisé qu'un tel épisode se soit produit très récemment.

En conséquence, l'enquête ouverte est nécessairement préliminaire, comme le prévoit 75 CPP.

La matérialité des investigations confirme cette analyse, la mission du service de police chargé des investigations n'étant liée que 6h après le signalement, lequel l'enquête de flagrance exige que les actes soient effectués sans discontinuer à compter du constat de l'infraction.

Il conviendrait dès lors de s'interroger sur les pouvoirs conférés aux enquêteurs.

L'enquête préliminaire visant à établir la matérialité d'une infraction, les enquêteurs ne disposent pas des moyens coercitifs autorisés par le code de la flagrance.

En l'espèce, plusieurs actes sont réalisés par les enquêteurs à destination des victimes et de l'auteur supposé

N°

21/10

mais aussi de témoins et de personnes qualifiées à porter leur concours à l'enquête.

L'article 62 CPP permet d'entendre, sous le statut de témoin, toute personne à l'encontre de laquelle il n'existe aucune raison plausible de soupçonner qu'elle a commise une infraction, l'objectif de cette audition libre étant de recueillir les déclarations susceptibles de révéler l'existence d'une infraction.

En l'espèce, les enquêteurs procèdent tout d'abord à l'audition des victimes et des enseignants à l'origine des signalements.

Sans qu'il en soit tenu compte, il ressort des faits que les auditions ne sont pas suffisantes pour éclairer les enquêteurs, qui procèdent dès lors à l'audition des victimes supposées, ~~mais sans succès~~ ~~mais sans succès~~ ~~mais sans succès~~.

~~On notera que l'article 62 CPP ne fait pas obligation aux enquêteurs d'entendre le témoin dans leurs locaux. En l'espèce, le jeune gendre des témoins les invite à procéder à cette audition au sein de l'école.~~

Les déclarations des parents ayant écarté toute responsabilité de la mère dans les violences, il est procédé à l'audition de cette dernière au sein du service de police.

Il convient de rappeler que l'audition libre de 62 CPP est exclusive de toute contrainte exercée sur le témoin.

En l'espèce, il apparaît que la mère a accepté de suivre les enquêteurs, et qu'elle répond à leurs questions de son plein gré.

Enfin, il apparaît que des observations sont faites par un médecin légiste de l'unité médico-judiciaire sur les mineurs et sur la mère.

77-1 CPP permet aux enquêteurs, en enquête préliminaire, de recourir à toute personne qualifiée. Il y a lieu de souligner toutefois que cette expertise est nécessairement réalisée sur autorisation du procureur, les enquêteurs ne pouvant, sous peine de nullité, en prendre l'initiative.

Si l'on en est pas fait usage en l'espèce, l'enquête préliminaire permet de recourir à d'autres mesures, notamment la perquisition, dont le régime figure à 76 CPP, et qui permettrait présenter ici un intérêt pour constater la présence au domicile de la famille d'indices relatifs à la commission de violences sur la mère et les enfants. Il note toutefois qu'en enquête préliminaire,

la perquisition, autorisée par le procureur, doit nécessairement faire l'objet d'un assentiment exprès et écrit du domicilié.

Cela ne présente pas d'intérêt en l'espèce, les enquêteurs privilégiant dans un premier temps la discrétion à l'égard de l'auteur ^{de} soupçon, susceptible d'exercer une emprise sur ses enfants mineurs et son épouse.

Au vu des faits, il conviendrait de privilégier le recueil de déclarations et les enquêtes de voisinage, menées sur le double fondement des articles 62 et 62-2 CPP, qui garantissent la liberté de la preuve pénale.

À l'issue des premiers recueils de témoignages, la matérialité de l'infraction paraissant acquise, il est dès lors décidé de recourir à la garde à vue et l'enquête des faits des enfants.

77 CPP procède ici par renvoi aux dispositions applicables à la garde à vue en enquête de flagrance, aux articles 62-2 et suivants.

On notera, au titre des moyens de contrainte offerts aux enquêteurs en enquête préliminaire, la possibilité de recourir à l'obligation de comparution prévue à 78 CPP.

Celle-ci est mise en œuvre en l'espèce à l'égard du père.

78 CPP offre la possibilité aux enquêteurs de recourir à la contrainte en cas de refus de comparution; cela ne s'avère ici pas nécessaire, le mis en cause se présentant spontanément, après convocation orale, au service de police.

Il apparaît que le père est placé en garde à vue. On s'interroge donc sur le régime applicable à cette mesure.

62-2 CPP définit la garde à vue comme une mesure de contrainte décidée par un officier de police judiciaire (OPJ), sous contrôle de l'autorité judiciaire.

En l'espèce, le placement est donc lié au fait de l'OPJ directeur d'enquête, qui se sera assuré des deux conditions suivantes:

- qu'il existe une ou plusieurs raisons plausibles ^{de soupçonner} que la personne mise en cause, ici le père, a commis une infraction;
- que la garde à vue, mesure de contrainte, constitue le seul moyen de parvenir à un des objectifs visés par cet article.

En l'espèce, cela ne pose pas de difficulté, le père étant mis en cause par deux de ses trois enfants et son épouse, tant, dès que l'expertise médicale constate la présence de l'ur.

Concours : 2e concours

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



que pouvant être interprétées comme des coups sur la tête et au moins un des enfants.

62.3 CPP précise toutefois que la garde à vue s'exécute sous le contrôle du procureur, qui est en charge d'assurer la persécution pénale, celle de la personne mise en cause.

De ce fait, 63 CPP fait obligation à l'ART ayant décidé de place, ment d'en avvertir le procureur par tout moyen.

Cette notification doit être effectuée dans les meilleurs délais, une retard de 45 minutes peut être jugé excessif (Crim 26/05/2016).

En l'absence de précision sur ce sujet, on supposera cette formalité respectée.

Sur le fondement de 63 CPP, le procureur exerce son contrôle sur la validité de l'origine du placement et sur sa pertinence au regard des motifs prévus à 62.2 CPP.

En vertu des pouvoirs de direction d'enquête qui lui sont conférés par 61 CPP, le procureur a la possibilité de stopper ou maintenir la personne en garde à vue s'il lui apparaît que les conditions de régularité de la mesure ne sont pas respectées.

II LES QUALIFICATIONS PÉNALES ENVISAGEABLES

On distinguera à ce titre les faits couverts par les articles (A) des faits couverts par le article (B), avant d'envisager les peines (C).

A/ Les faits couverts par les articles

. Ave

du vu des déclarations de la plus âgée des enfants et

N°

5/10

des constatations du médecin légiste, il convient d'envisager la qualification de violence volontaire, infraction dont l'élément legal figure à l'article 222-13 du Code pénal (CP) et qui doit consister de mesurer à l'aveugle de son résultat.

En l'espèce, le médecin légiste a reconnu une lésion de 8 jours à 100.

Par ailleurs, 222-13 CP trouve à s'appliquer aux violences sur un mineur de 15 ans, ce qui est le cas, et la répression en est prévue, au même article, si les violences sont commises par un ascendant et en présence d'un mineur, hypothèse qui doit consister d'envisager ou de des déclarations des autres membres de la famille. Si le dommage et l'élément matériel de l'infraction sont bien ~~constitués~~ constitués, il convient toujours de déterminer le caractère intentionnel des violences, ce qui n'est pas à ce stade complètement ~~établi~~ établi.

Si des déclarations de la fille incitent à relever l'entente avec elle, il convient de corroborer les propos d'une part et de faire par d'autres éléments, à rien à ce stade ne le permet. Les constatations du médecin ne valent en effet pas formellement les déclarations de l'intervention d'un tiers et la mère ne fait état que de "menaces" à l'égard de ses enfants. Quant au père, il ne reconnaît pas les faits qui lui sont reprochés.

À ce stade il est donc nécessaire de recueillir des éléments complémentaires pour que l'infraction soit pleinement constituée.

• Non

Le médecin légiste n'a pu relever qu'une lésion de 6 jours, il convient d'envisager la qualification de violence de 222-13 CP, dès lors qu'elles sont commises sur un mineur de 15 ans.

On note que la matérialité des violences est ici mieux établie.

• Oui

La dernière enfant ne fait état d'aucune violence à son égard. Toutefois, il convient de relever deux circonstances :

- étant âgée de 6 ans, l'enfant n'a ici pas le discernement nécessaire pour comprendre la portée des questions

N°

6/10

qui lui sont posés, une audition par des enquêteurs spécialisés sera plus appropriée ;

- L'infraction de violences volontaires peut être étendue aux violences psychologiques, que pourrait ici traduire la notion de l'expert. Toutefois, en l'absence d'élément probant, il convient d'en rester à ce stade de ne pas retenir d'infraction commise sur la personne de l'enfant.

B/ Les faits connus en la matière

Au vu des déclarations de la mère, et de la régularité de violences dont elle fait état, il convient d'envisager la qualification spéciale de harcèlement conjugal, prévue à l'art. 222-33-2-1 CP.

Aux termes de cet article, il convient de caractériser la commission d'actes (propos ou comportements) punis ayant pour objet d'entraîner une dégradation des conditions de vie du conjoint et une altération de sa santé physique ou mentale.

Les éléments peuvent aisément être relevés en l'espèce, la mère faisant état d'humiliations régulières, de violences légères (piles) ou plus graves (cheveux arrachés) et d'un climat général de terreur dû à son époux.

Au regard, l'intentionnalité des actes ne semble pas devoir être questionnée ; on relèvera toutefois que légère ne semble pas avoir pris la pleine mesure de ces agissements. Ceci ne constitue pas un obstacle à l'incrimination, l'infraction de 222-33-2-1 CP, de même que les autres infractions de harcèlement marital, ne nécessitant pas que leur auteur ait recherché la dégradation des conditions de vie de la victime, l'élément légal présupposant à cet effet l'alternative "ayant pour objet ou pour effet".

On notera à cet égard qu'en vertu de l'ITT de 20 jours déclaré par le médecin, la qualification de violences volontaires pourrait aussi être retenue. Il conviendrait ici de se reporter à la qualification de 222-34 CP, relative aux violences ayant entraîné une ITT de plus de 8 jours, et aggravée à 222-32 CP quand elles sont commises par le conjoint, en présence d'un expert mineur.

La répression de cette dernière infraction étant plus sévère, il conviendrait de la préférer si tous les éléments en sont réunis. Il ressort des faits que le dernier épisode de violence a été commis devant les experts, mais il convient de s'assurer

que cette circonstance caractérise l'élément matériel de 222-11 CP, d'où reconnaitre la peine semblait être le résultat d'une succession de rôles.

C/ Des peines encourues

L'infraction de violence volontaire de 222-13 CP est punie de 5 ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende quand elle est commise sur un mineur de 15 ans, par en ascendant.

Les rôles volontaires de 222-12 CP, commises en présence d'un mineur et par le conjoint de la victime, sont punies de 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende.

L'article 132-3 CP prévoit le régime applicable aux infractions en concours dans le cadre d'une procédure unique.

Sur ce point, chaque peine encourue peut être prononcée, mais chaque peine de même nature devra être inscrite dans le maximum global le plus élevé.

En l'espèce, de peines encourant donc les peines d'emprisonnement et d'amende les plus élevées pour celles qui ont été relevées, à savoir 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende.

II LES POURSUITES

1/ Des options procédurales

En vertu de l'article 1 CP, le procureur de la République est libre d'opter entre différentes voies procédurales, qu'il apprécie en fonction de la gravité de l'infraction, de la personnalité de l'auteur et des circonstances de l'espèce.

Si l'infraction lui paraît constituée, il peut aussi privilégier un classement sous suite dans des hypothèses spécifiques : faible montant du préjudice, impossibilité d'identifier l'auteur ou inopportunité du déclenchement des poursuites.

Cette option doit être écartée en l'espèce, au vu de la gravité des faits reprochés et du risque de réitération.

Il peut aussi recourir à une alternative aux poursuites, qui permet de constituer en une substitution de la personne

N°

81/10

Concours : 2e Concours

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



mise en cause vers un établissement médical social, un rappel de la loi ou une injonction de soins.

Cette piste ne semble pas non plus devoir être retenue, au vu des risques de violence sur les enfants mineurs.

Le procureur sera donc probablement amené à engager des poursuites. Il pourra à ce titre opter entre deux modes.

Il y a ainsi la possibilité, au vu de la qualification délictuelle des faits, de procéder à la saisine d'un juge d'instruction, sur le fondement de l'art 39 CPP.

Une telle option pourrait présenter un intérêt, dans la mesure où les faits de violence sur les enfants ne sont pas complètement établis et où il paraît nécessaire de procéder à des investigations complémentaires.

Il faut aussi opter pour une saisine du tribunal correctionnel, notamment où l'une des modalités procédurales nécessitent un déferement. On écarte tout de suite l'option de la comparution immédiate, prévue à l'art 395 CPP, qui n'est pas pertinente au regard des faits ; l'affaire n'étant pas prête à être jugée.

Le procureur pourra ainsi préférer la comparution à délai déferé (397-1-1 CPP), qui lui permettra de continuer les investigations en enquête préliminaire. Une telle modalité ne lui donne toutefois qu'un délai limité, l'audience devant être fixée sous 6 semaines.

La modalité de la comparution par procès-verbal présente l'avantage de permettre le placement du prévenu en détention provisoire tout en permettant une fixation ultérieure de l'audience.

Parmi les modalités ne requérant pas un déferement, on évoquera la citation directe, qui nécessite que l'affaire

N°
3.1/10

soit en état d'être jugé.

B/ Les mesures de protection des victimes

Au vu des risques que fait courir aux victimes de violence intrafamiliale la déqualification des faits, il est ici pertinent d'envisager diverses mesures visant à garantir un éloignement effectif de l'auteur des violences.

Il peut ainsi utilement être envisagé un placement en détention provisoire, à l'issue du déferement ou à l'initiative du juge d'instruction en cas d'ouverture d'une information judiciaire.

À l'initiative du procureur, ou du juge d'instruction, le placement en détention doit être, en vertu de l'article 114 CPO, décidé par le juge des libertés et de la détention à l'issue d'un débat contradictoire. Cet article fait obligation au législateur de motiver sa décision au regard d'un des objectifs visés, parmi lesquels celui d'empêcher une pression sur les victimes et celui de mettre fin à l'infraction. Ce tel placement pourrait se révéler nécessaire si des indices graves laissent à penser que le père pourrait tenter des pressions.

Le procureur pourra, s'il ne tient pas la détention provisoire pour bénéficière d'un espace d'un procès anti-rapprochement ^(138 CPO) ou d'un téléphone grave danger, ^(Art 3-1 P) autres permettant une meilleure préservation des faits de violence.

Il paraît ici nécessaire d'envisager des mesures civiles, à la demande de la mère, notamment la sollicitation d'une ordonnance de protection par le juge aux affaires familiales. Le dernier pourra ainsi attribuer le logement de la famille à la mère en interdisant au père d'y résider. Il pourra aussi prescrire une interdiction de proche contact pendant une certaine durée avec la mère, la violation de cette obligation étant sanctionnée pénale.

Le procureur pourra enfin prescrire au stade de sensibilisation à l'auteur des faits (Art 1 CPO) dans l'objectif de favoriser une prise de conscience de la gravité de l'infraction commise.

On exclurait en revanche les mesures de médiation, inadaptées en l'espèce au vu de la situation d'emprise sur l'épouse.

